L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN 6 FEVRIER 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
VENDREDI, 6 FEVRIER.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par Placide J. Spear, au No 121 de la rue du Canal — Tout le contenu du magasin de G. Hermel, consistant en cheveux, articles de fantaisie, etc., etc.

Par S. Guisault, rue Bourbon, entre St-Pierre et Toulouse — Costumes.

Par M. W. Newman, au No 16 de la rue de Chartres — Bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 35 de la rue de Chartres — "Notions," lingerie, articles de fantaisie, papier, etc.

☞ Aujourd'hui, à 10 heures et demie, au No 121 de la rue du Canal, près de la rue Bourbon, M. Placide J. Spear, encanteur, vendra pour le compte de la banqueroute de J. G. Hermel, des articles de fantaisie, des cannes, parapluies de soie, parasols, brosses pour les habits et les cheveux, du linge pour dames et cavaliers, toutes sortes d'articles de lingerie, des chignons, etc., etc. La vente est positive et sans réserve.

SPECTACLES.

Vendredi, 6 février 1874.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Minstrels de Haverly.

SALLE GRUNEWALD — Grand Concert.

Points Noirs en Europe.

Les préoccupations si sérieuses que nous donne la situation politique et matérielle de la Louisiane, ont détourné, depuis quelque temps, notre attention des affaires européennes. La persistance du télégraphe à signaler l'éventualité d'une nouvelle crise, sinon d'une rupture, dans les relations entre la France et la Prusse, rappelle forcément nos regards du côté du Vieux Monde.

Depuis qu'ils ont vu la France réussir aussi facilement à libérer son territoire en payant l'énorme indemnité qui lui avait été imposée, les hommes d'Etat prussiens ne pensent qu'à trouver un prétexte pour renouveler la guerre, avant que la France soit en état de songer elle-même, à chercher une revanche de la désastreuse de 1870. Ce prétexte, M. de Bismarck croit l'avoir trouvé dans la question religieuse, et il n'est pas à l'œuvre avec une activité et une énergie qui prouvent combien il a hâte de voir surgir la nouvelle occasion qu'il cherche, de lancer encore un million de ses teutons affamés, sur la riche contrée qu'ils n'ont pu piller et dévaliser qu'en partie.

Les fiscelles de la comédie imaginée par ce prince des fourbes, sont des plus apparentes. D'une part, il n'est occupé de susciter à Rome des difficultés entre l'Italie et la France, à propos du Pape, et il pousse l'Italie à se montrer difficile et exigeante. De l'autre, il persécute avec acharnement les évêques catholiques de Prusse afin de provoquer de la part du clergé français et de la presse religieuse de ce pays, des observations qui lui fournissent le sujet de plaintes hautaines adressées au gouvernement français. Bref, M. de Bismarck est en train, depuis un an, de chercher une querelle d'Allemand à la France.

Pour nous servir d'une expression vulgaire, il tape sur l'église romaine dans l'espérance que la France, la fille aînée de l'Eglise, se constituera le champion du catholicisme persécuté et lui offrira, ainsi, une occasion de recommencer une lutte dans laquelle il espère avoir pour auxiliaire direct l'Italie et pour auxiliaires indirects l'opposition républicaine en France et le protestantisme anglais, habilement gagné à la cause des droits de l'Etat en Prusse contre un clergé réactionnaire.

Tout semble avoir favorisé jusqu'ici le jeu de M. de Bismarck : l'attitude des intransigeants du Vatican, les petits incidents nés de la dualité de la représentation de la France à Rome, le zèle exagéré des évêques allemands à courir au devant des persécutions, les ardeurs pour ne pas dire les imprudences de langage du clergé français et de la presse catholique de ce pays. Voici, maintenant, où en sont les choses.

Nous lisons dans une correspondance adressée au *Journal des Débats* :

"Ce qui résulte de l'ensemble des faits est que les relations entre la France et Italie doivent être surveillées avec une attention extrême, et qu'il est heureux que le titulaire de la légation française arrive à son poste. Si j'insiste sur ce point, croyez bien que ce n'est pas sans des motifs très sérieux."

D'un autre côté, le *Journal de Florence* annonce que le gouvernement italien serait dans l'intention d'inviter le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon à retirer non-seulement du port de Civita-Vecchia l'*Orénoque*, ce qui serait déjà, dit le *Journal de Florence*, accordé pour le mois d'avril prochain, mais à supprimer l'ambassadeur de France près le Saint-Siège.

"Pour obtenir cette suppression, M. Visconti-Venosta se fonderait sur deux motifs principaux :

"Le premier consisterait dans l'inutilité de l'ambassade; le second, dans les existences de la dignité de l'Italie.

"L'inutilité de l'ambassade ressortirait, d'après le gouvernement italien, de ce que le Pape n'étant plus souverain temporel et n'ayant à s'occuper que d'affaires ecclésiastiques, des ambassadeurs laïques n'ont plus à Rome de raison d'être. Les puissances de l'Europe qui veulent continuer leurs relations avec le siége de Rome peuvent charger des affaires spirituelles des prêtres soit romains, soit étrangers.

"Le Pape, étant aujourd'hui l'*hôte du roi d'Italie*, ne saurait avoir auprès de lui un corps diplomatique d'un caractère plus élevé que celui accrédité près de sa Majesté.

"Cette prétention du cabinet italien est tellement insoutenable qu'on doit croire que, si elle a été réellement élevée, elle n'a dû l'être qu'à l'instigation de la Prusse.

Pour que l'ambassadeur français auprès du Saint-Siége ne reste pas seul, le Vatican a obtenu de l'Autriche l'envoi du comte Paar, et il s'efforce d'obtenir de la Bavière l'envoi d'un nouveau titulaire en remplacement du ministre de cette puissance dernièrement rappelé. Le Vatican s'occupe également de régler la question du clergé catholique en Pologne, afin d'obtenir que l'ambassade de Russie soit rétablie.

Les ultramontains se leurrent de l'espoir que le prochain voyage de l'empereur d'Autriche à St-Petersbourg, sera le point de départ d'une alliance austro-russe-française, qui arrêterait les projets de M. de Bismarck, et ils ne demanderaient peut-être pas mieux que de voir éclater une guerre, dans l'espérance qu'elle amènerait la restauration du pouvoir temporel du Pape.

Le cabinet de Broglie ne désire évidemment pas jouer un si gros jeu et il n'a nulle envie de compromettre la France dans une guerre hasardeuse en se faisant le champion du pouvoir temporel. Il est donc disposé à faire à l'Italie, pour rester en bons termes avec elle, toutes les concessions compatibles avec la dignité de la France. On a vu, par la circulaire de M. de Fortou, ministre des cultes, aux évêques, que le gouvernement français désirait également enlever tout prétexte de plainte au cabinet de Berlin. Mais celui-ci paraît disposé à pousser les choses à l'extrême et ses organes deviennent d'une outrecuidance qui semble indiquer un mot d'ordre.

La *Gazette de Spener* a commenté en quelques lignes le récent discours du général Ladmirault :

"Cette race incorrigible ose encore parler de prépondérance! Eh bien! une chose est certaine : tant que les Français parleront ainsi, nous ne pouvons vivre en paix avec eux. Nous ne voulons exercer aucune prépondérance (!!), mais nous n'en voulons supporter aucune."

C'était attacher beaucoup trop d'importance à une expression échappée à un militaire qui n'a pas l'habitude de mesurer ses termes.

Mais voilà qu'après avoir obtenu que le gouvernement français donnât un avertissement à ses évêques, le cabinet prussien élève aussi la prétention de censurer la presse étrangère qui se permet de critiquer sa conduite à l'égard des évêques. C'est du moins ce qui résulte des deux dépêches suivantes que nous avons publiées :

Paris, 31 janvier.—Le journal l'*Union* dit que M. de Bismark a envoyé dernièrement au gouvernement britannique quelques observations relatives à l'attitude de la presse ultra-montaine et des évêques en Angleterre. Il a reçu une réponse décourageante.

Paris, 3 février.—Une profonde sensation a été produite à Versailles par les articles de la Gazette allemande qui consultent avec instance de restreindre la liberté de l'Eglise et de la presse ultra-montaine en France et en Belgique.

Nous ignorons encore la nature des communications échangées entre Berlin et Paris, mais la dépêche suivante publiée hier semble indiquer qu'on est à la veille d'une crise sinon d'une rupture :

Londres, 4 février.—Le *Daily News* a une dépêche de Berlin qui dit que des rapports alarmants circulent en cette ville sur les relations entre la France et l'Allemagne.

L'Italie n'est pas la seule nation que la Prusse ait entraînée dans sa croisade contre le catholicisme; la Suisse républicaine est entrée dans la même voie, et on a prétendu qu'elle ne l'avait fait que par suite d'une entente avec le gouvernement de Berlin, entente qui irait jusqu'à autoriser, en temps de guerre, le passage des armées prussiennes par le territoire suisse, afin de leur permettre de tourner la position de Belfort; mais notre esprit repousse une pareille supposition. La Suisse a témoigné trop de sympathie envers la France pour se tourner contre elle sans aucune nécessité.

Malgré l'aspect alarmant de la situation, nous avons peine à croire à une guerre qui n'aurait d'autre base que les futiles griefs mis en avant par l'astucieux Bismarck. L'empereur Guillaume est, assure-t-on, hors d'état de gouverner, la maladie ayant affaibli ses facultés, et son fils passe pour être un prince plus modéré dans ses vues et peu disposé aux aventures. Il est donc possible que le chancelier de l'empire allemand n'ait eu d'autre objet, pour le moment, que de forcer le ministère de Broglie, à faire des concessions humiliantes, ce qui le rendrait impopulaire en France, ou à prendre ouvertement parti dans une question assez délicate, celle des rapports de l'Eglise avec l'Etat.

Bismarck paraît, d'ailleurs, décidé à faire, tôt ou tard, de la question papale une cause de contention politique en Europe, car voici ce qu'on écrit à propos de la bulle fausse ou falsifiée relative à l'élection des papes :

Ce qu'il y a de grave au fond de cette affaire, c'est la prétention avouée de l'Allemagne de ne pas reconnaître un Pape qui n'aurait pas été élu conformément aux usages traditionnels.

On paraît se flatter de l'espérance que l'Italie en ferait autant, et refuserait d'ouvrir les portes du Vatican à ce Pontife "illégitime," qui se verrait obligé de chercher un refuge ailleurs. Ce sont là de vastes plans; l'avenir nous dira ce qu'ils valent; mais il importait de les signaler.

RENAMEMENT DE PAROISSES.—Les individus assemblés au Mechanics' Institute sont d'une fécondité déplorable comme législateurs. Ils ont entr'autres manie celle de remanier les paroisses et d'en créer de nouvelles.

Avant-hier le gros Barber a présenté au pseudo-Sénat, un bill pour englober Carrollton et ses environs dans la ville de la Nouvelle-Orléans et faire cadeau à la paroisse St. Charles du surplus de la paroisse Jefferson.

Nous trouvons que la Nouvelle-Orléans est trois fois trop grande comme elle est; elle comprend des champs, des bois et des marais dont elle se passerait avec avantage, et nous pensons qu'elle n'a pas besoin pour augmenter ses charges d'avoir le nouvel appendice qu'on veut attacher à ses flancs. Carrollton est un trou infâme, et ses citoyens payant peu ou point de taxes voudraient que les contribuables de la Nouvelle-Orléans supportassent les frais d'entretien d'améliorations et d'embellissement de leur village. Grand merci du privilège, les habitants de la ville paient déjà assez de taxes comme cela.

DÉMENTI D'UN CANARD.—Le *Donaldsonville Chief* dément le bruit qui avait couru d'un duel entre M. Louis Lebourgeois et un autre habitant. Nous sommes très heureux d'apprendre qu'il en est ainsi. Voici ce que nous lisons dans le *Chief* :

Le bruit qui avait couru d'un duel qui aurait eu lieu aujourd'hui dans la paroisse St-Jacques, entre M. Louis Lebourgeois et un autre monsieur est un *canard*, mais en avant par un résident de cette ville comme une plaisanterie à l'adresse d'un de nos principaux médecins. Un duel devait avoir lieu entre M. Armand Lebourgeois et M. de Lobel, mais le différend a été arrangé à l'amiable.

☞ Une dame souffrait depuis longtemps d'une douloureuse affection bronchiale : les remèdes et les soins restaient impuissants devant la tenacité du mal. La malade se traita au SIROP DE NAVETS INDIENS que prépare la Pharmacie LAPLACE, et elle est maintenant tout-à-fait guérie.

ASSESSEMENT Nos. 156 et 157.—Voyez à la colonne des notices spéciales, la mort de Georges Mc D. Burke et Bernard Buscher, payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association," rue du Camp No 19.

Nous touchons au printemps, et tout, à cette époque de l'année, renaît dans la nature. Il y aurait à faire une jolie romance sur cet air. Nous aimons mieux dire en bonne grosse prose que le tirage du 14 février, Loterie à numéros simples de la Louisiane, coïncide avec le retour de la belle saison, et que les gens pratiques, au lieu de passer leur temps à rêver une idylle, feront mieux d'acheter un coupon de billet. Qui sait? La fortune est si capricieuse!

NAPOLEON III ET ORSINI.

On a prétendu qu'Orsini n'avait jamais été exécuté, qu'on lui avait substitué un condamné ordinaire, et qu'Orsini, fidèle à un serment qu'il avait fait, avait vécu à Londres sous un faux nom, sans révéler un instant son incognito. Voici un pendant à cette histoire :

Le *Monde* et l'*Univers*, dit le *Figaro*, analysent un fort curieux travail qui a paru dans le *Journal de Florence*, mais qui contient des parties visiblement romanesques sinon tout à fait fabuleuses. Ce récit reprend cette thèse déjà connue et probable d'ailleurs que l'inimitié des carbonari, dont jadis Napoléon III avait fait partie, fut la cause de l'attentat d'Orsini.

C'est au lendemain du 14 janvier qu'il consulte un exilé romain (dont on ne donne pas le nom) avec qui il avait combattu dans les Romagnes, pour savoir ce que la secte voulait de lui. La secte exigeait la grâce d'Orsini, la proclamation de l'indépendance de l'Italie, la participation de la France à une guerre à outrance contre l'Autriche — ces deux dernières clauses dans un délai de quinze mois.

Le fait est que l'empereur multiplia ses efforts pour réaliser la première demande de la secte. Il fit implorer la grâce d'Orsini par l'impératrice; consulta ses ministres, le corps diplomatique étranger, et ne trouva de résistances que dans un seul personnage. Mais ce personnage, le plus porté à la clémence par état, ne crut pas que l'empereur fût maître d'enchaîner le bras de la justice.

Le cardinal Morlot lui dit :

"Sire, Votre Majesté peut beaucoup en France, sans doute, mais elle ne peut pas cela. Par une miséricorde admirable de la Providence, votre vie a été épargnée dans cet affreux attentat; mais autour de vous le sang français a coulé, et ce sang veut une expiation. Sans cela toute idée de justice serait perdue, et *justicia regnorum fundamentum*."

Napoléon avait compris. Il ne lui restait qu'une chose à faire, et il la fit. Il alla tuer Orsini.

Quel fut l'entretien des deux adeptes de la vente de Césène? On ne le saura peut-être jamais. Ce que l'on sait pourtant, c'est que dans cet entretien Napoléon confirma les engagements pris en Italie dans sa jeunesse, renouvelés à l'avocat X..... et qu'il jura, dans les bras de celui qu'il ne pouvait sauver, de se faire son exécuteur testamentaire.

L'expression n'est que juste, Napoléon a été l'exécuteur testamentaire d'Orsini. Il fut convenu que celui-ci lui écrirait une lettre que l'empereur rendrait publique, et dans laquelle le programme de l'idée italienne serait déclaré.

Le *Journal de Florence* prétend que le document dont nous venons d'indiquer la substance a été rédigé par un haut fonctionnaire de l'Empire. Comme il néglige de le nommer, nous nous permettons de douter de l'authenticité de ce roman, au moins dans ses détails.

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Demain samedi, 7, Matinée à midi : *La Fille de Mme Angot*. Samedi soir, à sept heures, *Faust*, grand opéra de Gounod. M. Devoyod remplira le rôle de *Valentin*. Les autres rôles sont distribués de la manière suivante : Mlle Gadilhe, *Faust*; M. Mayan, *Méphistophélès*; M. Dupin, *Wagner*; Mme Forsch-Madier, *Marguerite*; Mlle Léonia Carini, *Siebel*; Mme Jamme, *Martha*.

Dimanche, 8, *La Dame aux Camélias*, pièce en cinq actes; *La Fille du Régiment*, opéra en deux actes de Donizetti.

Lundi, 9, bénéfice de M. MOMAS, chef d'orchestre. On donnera *Le Prophète*, opéra en cinq actes de Meyerbeer.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—La pièce choisie pour les débuts du signor Salvini et de sa troupe, lundi prochain, est *Ingomar*, drame en 5 actes, de F. Halm, qui a été joué et traduit dans toutes les langues. Voici en quelques mots le sujet de la pièce :

Le voisinage de Massilia, colonie grecque, est infesté par des barbares qui enlèvent les habitants et ne les relâchent que sur une rançon. Myron, un pauvre armurier, tombe dans leurs mains. Sa fille Parthenia ne pouvant payer la rançon demandée, offre de prendre sa place comme esclave et son offre est acceptée. Le chef barbare Ingomar s'éprend d'elle; il lui rend la liberté et la suit à Massilia, abandonnant ses compagnons d'armes dans l'espoir d'obtenir l'amour de la belle Parthenia. Ingomar est suspect aux gens de Massilia qui vont pour l'expulser parce qu'il refuse de s'associer à un stratagème qu'ils ont imaginé pour se défaire de leurs ennemis. Parthenia qui a été cachée par l'amour et la noblesse de caractère d'Ingomar, s'apprête à le suivre, mais la situation change par l'arrivée d'une délégation des barbares. Ingomar sert de trait d'union à une alliance entre eux et les Massiliens et il devient l'époux de Parthenia. M. Salvini doit remplir le rôle d'Ingomar.

Nous rappelons que le bureau de location est ouvert depuis hier pour les représentations du grand tragédien italien.

La loterie a toujours existé. Il y a des loteries de bienfaisance, des loteries de charité, des loteries destinées à faciliter le placement de certains objets pour lesquels on ne trouve pas d'acheteurs. La mise étant généralement modique, chacun contribue de son obole, et l'on arrive au total désiré par les petites cotisations. Nous avons ici la Loterie de la Louisiane qui offre au public des lots d'argent d'une valeur considérable.

Pseudo Législature.

SÉANCE DU JEUDI, 5 FÉVRIER.

La séance ouvre à midi, sous la présidence de C. C. Antoine. Vingt-deux sénateurs répondent à l'appel nominal.

Boyce fait la motion de reconsidérer le vote en vertu duquel le bill de secours en faveur de Wm B. Phillips, de la paroisse Grant, a été déposé indéfiniment. Boyce fait cette motion parce qu'il a appris bien des choses depuis le vote.

Butler, président du comité des réclamations, dit qu'il avait déjà connaissance de tout ce qui a trait à cette affaire, quand il a fait son rapport au Sénat.

Suit une discussion.

Stamps dit que c'est lui qui a proposé de déposer le bill sur le bureau, parce qu'il trouve ridicule d'allouer $12,000 à un particulier, pour la seule raison qu'il est républicain.

La discussion continue jusqu'à une heure de l'après-midi et l'ordre du jour est appelé.

Notices de bills :

Par Giandini—Un bill pour faire de la Toussaint, un jour de repos.

Par Thomas—Un bill relatif aux sociétés de bienfaisance.

Le Brouster présente la pétition de John Ray qui demande une compensation pour les services qu'il a rendus à l'Etat en restant à Washington pour réclamer son siége au Sénat des Etats-Unis.

Plusieurs bills, déjà annoncés la veille, sont présentés et référés à différentes comités.

Le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE.—88 membres répondent à l'appel.

Gair, d'Est-Feliciana, demande qu'un comité de trois soit chargé de s'enquérir du montant de bons non rendus par l'auditeur au trésorier. Référé.

Guichard, de St-Bernard, demande que le trésorier fournisse une liste des collecteurs de taxe qui n'ont pas réglé avec l'Etat.

Gai, demande qu'un rapport soit fait sur toutes les vacances de la Chambre.

Un membre, de la Rivière Rouge, demande l'impression de l'Association de St-Martin. Référé.

L'acte pour incorporer la Compagnie du Chemin de fer du Sud et de Shreveport a été mis à l'ordre du jour d'aujourd'hui.

L'acte pour incorporer la ville de Mansfield dans la paroisse de Sabine est adopté finalement.

Adopté aussi l'acte incorporant la Compagnie des échelles de Carrollton et lui donnant une charte perpétuelle.

Le comité d'éducation fait un rapport défavorable au bill faisant, sur les fonds d'école, une allocation aux bureaux d'écoles de toutes les paroisses. Ce bill, le plus ignoble de tous, est tué radicalement.

L'acte pour établir un observatoire national à la Nlle-Orléans, passe.

Un acte pour abolir le bureau du maître du port, etc., est rejeté.

Un bill pour autoriser l'Université de la Louisiane à payer B. M. Worral est référé au comité d'éducation.

Le bill du Sénat concernant la donation du Chemin de la Vacherie à la paroisse St-Jacques est référé.

Le bill du Sénat pour la protection des personnes qui ne savent ni lire ni écrire est référé au Comité d'Education.

Le bill de la Chambre, No 13, pour permettre à C. Estlin de poursuivre l'Etat de la Louisiane pour services rendus, est adopté.

La Chambre s'ajourne.

UNE CIRCULAIRE AUX CURÉS.

Le gouvernement est en train de s'assurer le concours des maires en vue des prochaines élections; pendant ce temps MM. les députés *travaillent* les curés. C'est ainsi que nous trouvons dans l'*Union* le texte d'une circulaire adressée par M. le marquis d'Andelarre à tous les curés du département de la Haute-Saône, où va prochainement avoir lieu une élection partielle.

Voici ce curieux document :

Monsieur le curé,

Le concours si utile que j'ai reçu de vous en 1863, alors que j'étais poursuivi jusque dans la plus petite commune du département pour avoir défendu les intérêts les plus solide des sociétés humaines, la religion, m'autorisera-t-il à réclamer de vous le même concours, alors que toutes les bases de la société sont menacées par le flot montant du radicalisme affirmant audacieusement aux yeux des uns ses vues et ses espérances, les dissimulant aux yeux des autres sous un masquequi ne fait illusion à personne?

Me sera-t-il permis de vous demander d'aider la députation de la Haute-Saône, si homogène et si unie, à remplacer un de ses soldats tombé pendant la lutte, par un autre soldat armé des mêmes armes et combattant le même combat?

S'il s'agissait d'une question politique, quelle que fût son importance, s'il s'agissait de relever la monarchie ou de maintenir la République, questions closes pour le moment par le vote de 20 novembre dernier, je n'aurais garde de vous engager dans des questions que vous aurez à juger comme citoyen, que vous n'êtes pas appelé à juger comme prêtre : votre mission est ailleurs.

Mais il s'agit d'une question sociale, et en face de la Révolution organisée, d'organiser la résistance.

Je viens donc vous demander, monsieur le curé, au nom de mes amis et au mien, de vouloir bien m'indiquer deux, trois ou quatre hommes de cœur par commune, à qui nous pourrons nous adresser, pour les prier de se charger de la distribution de nos bulletins et de l'affichage de nos publications, à l'occasion de l'élection prochaine.

Ces indications données, nous entrerons dans la période d'action, en nous mettant en communication avec eux.

Si, comme moi, monsieur le curé, vous considérez qu'il n'y a là aucune immixtion politique, si vous pensez que, dans la situation des affaires, il est temps de mettre la main à la manœuvre pour sauver le radeau qui porte la société et sa fortune, je recevrai avec reconnaissance une liste qui nous permettra de nous adresser avec toute confiance et en pleine connaissance de cause aux hommes que vous aurez bien voulu nous indiquer, et à qui nous demanderons, s'ils veulent accepter le titre de nos correspondants.

Recevez, monsieur le curé, avec toute ma reconnaissance, l'assurance de mon dévouement et de mon respect.

Marquis D'ANDELARRE.

Soyez assez bon pour n'adresser votre réponse chez M. Buchaux, imprimeur à Vesoul.

— On annonce comme devant paraître prochainement un ouvrage en 500 pages du général Garibaldi : *1 Mille*, les Mille de Marsala.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Rumeurs du jour.

Il y a eu un calme relatif depuis plusieurs jours à la pseudo-Législature de la rue Dryades. Après l'enfantement laborieux du bill de consolidation, sénateurs et représentants ont éprouvé le besoin de se reposer un tantinet.

Il y a toujours, cependant, un grand nombre de réunions secrètes et les menons continuent à intriguer.

La question d'une nouvelle élection agite beaucoup tous les cercles politiques. Les uns y croient, les autres n'y croient pas, mais toutes les probabilités sont pour l'affirmative.

La division est de plus en plus marquée dans le camp radical. Blancs et noirs se mesurent du regard, et si l'intelligence est du côté des aventuriers blancs, l'Afrique a pour elle les gros bataillons. On dit que l'ex-gouverneur Warmoth arrivera prochainement à la Nouvelle Orléans, pour répondre à certaine accusation, bien mal fondée, qui a été portée contre lui par son ancien ami Kellogg. Nous ne savons pas de quelle nature est cette accusation car les radicaux gardent à ce sujet le plus profond silence.

Questionné à New-York par un reporter du *Times* de Chicago, M. Warmoth aurait dit qu'à son avis une nouvelle élection n'était pas douteuse en Louisiane. Le parti républicain du Nord, lui-même, semble le désirer, car il trouve que les mesures par trop arbitraires adoptées par l'administration à l'égard de notre malheureux Etat, commencent à lui aliéner l'esprit des masses et donnent plus de force au parti conservateur.

Le sénateur Morton, entraîné sans doute par son ancienne antipathie contre le Sud, qu'il veut croire toujours disposé à la rébellion, est le seul; peut-être, au Congrès, qui n'approuve pas encore le mouvement de réaction qui se fait sentir au Nord et dans l'Ouest. Messieurs Carpenter et Butler ont deviné eux, de quel côté le vent allait tourner, et, comme la girouette, il marquent dans le même sens. Ils sont convaincus que l'imbroglio de la Louisiane, comme ils appellent l'usurpation Kellogg, sera infailliblement le cri de ralliement de tous les ennemis de l'administration aux prochaines élections. S'ils ne débarrassent pas leur parti au plus vite de ce poids gênant, en ayant recours à la seule solution qui pourrait, à la rigueur, contenter tous les partis, une nouvelle élection.

Leur avis est partagé, assure-t-on, par la majorité des membres du Congrès.

De Pinchback il est question tous les jours, mais, son attitude n'est pas encore bien définie, non plus que celle du *conseiller* Billings, qui a été, comme on le sait, un des rivaux de Kellogg à la Convention radicale de Baton-Rouge.

De toutes les façons, il est évident que les choses traîneront en longueur à Washington, à moins de révélations imprévues, car, il faut du temps pour que le parti radical, si habitué à dominer depuis huit ans, se fasse à l'idée de céder au courant de l'opinion publique. Il se décidera, il le faut, par nécessité, mais, se sera et cochon gnant.

L'esprit libéral à la Synagogue.

Le révérend Marks Moses, arrivé depuis peu de l'Illinois, doit faire à la Synagogue de la rue Jackson, ce soir, à six heures, un sermon en anglais, dont le sujet sera "Righteousness prompted by faith" "la droiture inspirée par la foi." Le révérend Marks appartient à l'école libérale israélite et il paraît que certaines réformes ne sont pas contraires à l'esprit de la véritable foi hébraïque.

Les citoyens de la pègre.

Mardi soir, des voleurs sont entrés dans la résidence de Pierre Vincent, rue du N° 182 de la rue St-Charles, et ont enlevé des vêtements et différents objets évalués à $300.

Les filous ont travaillé avec tant d'habileté, qu'ils ont fait leur petite razzia sans le moindre bruit et sans éveiller personne.

Ce n'est que le lendemain matin, que le docteur Potter s'est aperçu du vol qui avait été commis chez lui. Il a fait part de son malheur à l'agent Devereux du service secret, qui a arrêté le propriétaire d'un certain Morris, soupçonné d'être le coupable. Ce personnage a été conduit devant le juge Gernon et envoyé en prison, faute d'avoir pu fournir un cautionnement.

L'agent Devereux n'a pas encore trouvé les objets volés, mais, il réussira tôt ou tard, car rien ne lui échappe.

Arrestation de Peter Vincent.

Ce personnage, que l'on a représenté comme étant le percepteur de l'impôt prélevé par le bureau des administrateurs de la police sur les différentes maisons de jeu de la ville, a été arrêté hier matin, et comparaîtra prochainement devant le grand jury de la paroisse d'Orléans, où il sera appelé à raconter sa petite histoire.

Les révélations de Peter Vincent seront sans doute très curieuses et nous en ferons part à nos lecteurs.

Nous voyons avec plaisir le nouveau grand-jury suivre l'exemple de l'ancien et déclarer ouvertement la guerre au "Bunko" et aux chevaliers de la roulette.

Les employés des épaves.

La guerre continue toujours entre les laitiers et les employés des bureaux d'épaves. Ces derniers sont d'une hardiesse extrême et se sont rendus odieux aux propriétaires de bétail par leur arrogance et des actes de violence. Deux d'entre eux, un certain Henry Clark et un personnage surnommé Littlefoot, ont comparu hier matin devant la Cour criminelle, accusés d'avoir assailli et d'avoir roué de coups Jean et Victor Perrett, qui conduisaient leurs vaches au patturage; parce que ceux-ci s'étaient opposés à ce qu'ils conduisissent leur troupeau au bureau des épaves.

Le jury a rendu un verdict de culpabilité et le juge Abell a déclaré que les laitiers étaient en droit de chatier sérieusement ces employés des épaves qui outrepassaient sans cesse la limite de leurs pouvoirs et qui allaient chercher des bœufs, des vaches ou des chevaux jusque dans les enclos particuliers, afin d'obtenir le montant qui est alloué par la ville pour les animaux que l'on trouve errants dans les rues.

Fausse alarme d'incendie.

Une fausse alarme d'incendie a été donnée, hier soir, vers sept heures, par la boîte portant le N° 74, placée au coin des rues Thoupitoulas et Natchez. Les pompiers qui se sont hâtés d'accourir n'ont trouvé ni fumée ni feu et ont été passablement furieux, comme on se l'imagine aisément.

On dit qu'il y a quelqu'un dans le quartier qui possède une clef qui peut ouvrir la boîte.

TEMPERATURE.—5 Février 1874.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	50	10
12 M.	62	16
3 P. M.	60	15
6 P. M.	60	15

Quand on est malade on aspire à la santé, et quand on est pauvre à la fortune. Avec quelques précautions et en se garant des mauvais médecins, on recouvre généralement la santé; mais la fortune est plus difficile à atteindre. Nombre de gens, malgré leur intelligence et leur amour du travail, restent pauvres toute leur vie. S'ils gagnaient $20,000, $10,000 ou même $5,000, à la Loterie de la Louisiane, que leur sort serait changé! Tirage le 14 février.

ALLEMAGNE.—Les données sur les élections au Reichstag sont encore incomplètes. Nous aurons vraisemblablement demain les résultats complets.

La *Gazette de Cologne* maintient ou cette dépêche de Berlin qui dit que des rapports alarmants circulent en cette ville sur les relations entre la France et l'Allemagne.

L'Italie n'est pas la seule nation que la Prusse ait entraînée dans sa croisade contre le catholicisme; la Suisse républicaine est entrée dans la même voie, et on a prétendu qu'elle ne l'avait fait que par suite d'une entente avec le gouvernement de Berlin, entente qui irait jusqu'à autoriser, en temps de guerre, le passage des armées prussiennes par le territoire suisse, afin de leur permettre de tourner la position de Belfort; mais notre esprit repousse une pareille supposition. La Suisse a témoigné trop de sympathie envers la France pour se tourner contre elle sans aucune nécessité.

Malgré l'aspect alarmant de la situation, nous avons peine à croire à une guerre qui n'aurait d'autre base que les futiles griefs mis en avant par l'astucieux Bismarck. L'empereur Guillaume est, assure-t-on, hors d'état de gouverner, la maladie ayant affaibli ses facultés, et son fils passe pour être un prince plus modéré dans ses vues et peu disposé aux aventures. Il est donc possible que le chancelier de l'empire allemand n'ait eu d'autre objet, pour le moment, que de forcer le ministère de Broglie, à faire des concessions humiliantes, ce qui le rendrait impopulaire en France, ou à prendre ouvertement parti dans une question assez délicate, celle des rapports de l'Eglise avec l'Etat.

Bismarck paraît, d'ailleurs, décidé à faire, tôt ou tard, de la question papale une cause de contention politique en Europe, car voici ce qu'on écrit à propos de la bulle fausse ou falsifiée relative à l'élection des papes :

Ce qu'il y a de grave au fond de cette affaire, c'est la prétention avouée de l'Allemagne de ne pas reconnaître un Pape qui n'aurait pas été élu conformément aux usages traditionnels.

On paraît se flatter de l'espérance que l'Italie en ferait autant, et refuserait d'ouvrir les portes du Vatican à ce Pontife "illégitime," qui se verrait obligé de chercher un refuge ailleurs. Ce sont là de vastes plans; l'avenir nous dira ce qu'ils valent; mais il importait de les signaler.

Rue Dauphine, entre Ursulines et Hôpital.

Ouvert, pour plus de renseignements, se prononcer au propriétaire à l'établissement.

2mon1—3m

Pianos Pleyel.

REÇU, tout récemment, par les navires Caspar et Allatross—Un beau stock de ces nunes favorits que je vendrai à une grande réduction de prix au comptant ou en paiements mensuels.

Je reçois en échange les pianos de rencontre.

LOUIS GRUNEWALD,
Marchand de pianos,
Jer fév—Dim Mer Sam. 4 rue de la rue Baronne.

Le Meilleur Sirop du Monde

POUR LA TOUX

Est celui qui joint à l'efficacité un goût agréable et le bon marché.

Le Sirop Pectoral Balsamique

— DE —

DUCONGE

remplit toutes ces conditions.

A CASE GOUCHÉ,
agent général,
Au No. 39 de la rue de Chartres, N. O.
7 jan—1m—dim mar & jeu

MADAME ROBERT,

195.....CANAL.....195
Entre Bourgogne et Remparts, Nlle-Orléans.

Chapeaux pour dames et fillettes, bonnetes, Bonnets en dentelle, châles et voiles, fournitures et Voiles de mariée, Fleurs, Rubans, etc., Modes. Nouveautés.

MODES, CONFECTION DE ROBES
dans le dernier genre parisien.

Prix fixés en rapport avec les temps.
1 fév—1m

Avis.

LES soussignés ont formé une association sous la raison sociale de HILAS WEEKS & CO., pour le commerce de courtage de navires, au No 46 de la rue Carondelet, retenant en même temps l'agence de "Messagerie and Union Steamship Line" dont MM. Flinn, Main & Montgomery sont les directeurs généraux à Liverpool.

HILAS WEEKS,
THOMAS J. IRVINE.
Nouvelle-Orléans, 1er février 1874. 1er fév—4t

ARBRES FRUITIERS, PLANTES, VIGNES.

Importés de France par le dernier vapeur.

M. GUIOT a l'honneur d'informer les amateurs qu'il vient d'arriver pour lui un grand choix de plantes des plus nouvelles, Pêchers Fruitiers premier choix; Rosiers nouveaux, Géranium et Dahlias Cactus; Graines Fleurs et de Légumes. Le tout en parfaite condition et à prix très modérés. Le magasin est situé rue St-Charles, No 24.
8 janv—2m

SEA FOAM

Levain plus puissant

QUE LE YEAST OU TOUTE AUTRE POUDRE.

Avec le Sea Foam.

Un Sarrli de Farine donné

40 Livres de Pain de plus.

AVEC LE SEA FOAM,

On économise les œufs, le lait, etc.

L'ECONOMIE EST MERVEILLEUSE.

LE SEA FOAM

est une invention entièrement nouvelle, n'offrant aucun des inconvénients du Yeast, des Poudres à Levain, du Soda, etc.

BUREAU, 176 DUANE ST.,
NEW YORK.

SEA FOAM DE GEO. P. GANTS & CO.,
Patenté en 1869—Enregistrée en 1872.

Maille décernée par l'American Institute, en 1870, pour la meilleure poudre de boulangerie.
27 janv—1m

Charbon de Pittsburg

COAL A soixante-quinze cents livré dans tout les quartiers de la ville et de la rive gauche. Bureaux, No 6 de la rue Gravier, coin Julie et Water. Dépôts : Rice et Levêque.
5 fév—3

Charbon. Charbon.

COAL CHARBON DE PITTSBURG, de première qualité, livré et vendu au bas prix de quatre-vingt cents le baril, au No 2 de la rue Micharies, en face du Tivoli Circle. Escompte fait sur les fortes commandes.
29 jan—1m

CHARBON

DU MOUNT CARBON

COAL A vendre par
WASHINGTON MORTON,
GRAVIER.....138
Ce charbon coûte 50 cts. le baril, livré.
1janv—1m NLLE-ORLEANS.

P. & R. DE VERGES,

Marchands en Gros et en Détail,

COAL Charbon Pittsburg, Anthracite, Cannel et autres. Bureau, rue Carondelet, No 24 1/2. Dépôt, au No 39 de la Levée et Désirée, Nouvelle-Orléans.

INSTITUT ST-LOUIS

POUR LES DEMOISELLES

Dirigé par Mme